



Union Départementale CGT du Lot

Bourse du travail - Place Rousseau - 46000 Cahors

☎ 05 65 35 08 56 Mail : ud46@cgt.fr

Cahors le 8 juin 2022

Réponse des candidats aux
Législatives 2022 dans le Lot



Note de synthèse

Dans cette semaine du 6 au 10 juin, suite à l'interpellation des candidats aux législatives (hors extrême droite), l'UD CGT 46 a décidé d'organisation ces conférences de presse et rendre public les réponses des candidats face à nos exigences revendicatives.

Les candidats de l'extrême droite non contacté : Nous menons avec toute la force de notre organisation et les moyens qui sont ceux d'un syndicat, le combat contre l'extrême droite. Par nature, ce combat s'inscrit aussi sur le terrain politique. Pour faire reculer l'extrême-droite, une des priorités est de l'empêcher d'envoyer des élus au parlement. La CGT n'a pas volontairement contacté ses candidats et appelle les salariés à se mobiliser y compris par le vote pour combattre les idées d'extrême droite (ED).

D'autres candidats, par défaut de moyens de contact, au moment du lancement de notre courrier n'ont pu être joint, bien que notre démarche rendue publique par communiqué de presse aurait pu susciter leur réponse.

Pour la CGT, les candidats en tant que futurs députés portent toute l'orientation de la politique nationale à venir, sociale et environnementale. C'est pourquoi toutes les voix des salariés, retraités, privés d'emploi, étudiants compteront pour enrayer le rouleau compresseur libéral de Macron et revenir à une politique sociale et environnementale.

Première circonscription sur 10 candidats (titulaires)

Ont Répondu	N'ont pas répondu	Non contacté ED	Pas de coordonnées
M. DOMENECH Ghislain (Lutte Ouvrière)	M. BRANCO Rémi (PS dissident)	Mme GOUSSU Monique	M. GERARD Frédéric (« sans étiquette »)
M. MAURY Patrice (« centre sans étiquette »)	M. PRADIE Aurélien (LR)	Mme COUTURIER Cendrine	
Mme BOUGEARD Elsa (NUPES : FI ,PCF,PS, Génération S, EELV)	M. STUMM Florent (République Souveraine)		
	Mme SALLINEN Frédérique (P. Animaliste)		

Deuxième circonscription sur 12 candidats (titulaires)

Ont Répondu	N'ont pas répondu	Non contacté ED	Pas de coordonnées
M. ASTOUL Roland (« candidat libre et sans étiquette »)	Mme TIEGNA Huguette (LREM)	Mme LE GLOANNEC Armelle	M. BONTEMPS Louis (LR)
M. LUCAS Bruno (Fédération de la Gauche républicaine (Gauche Républicaine et sociale, Radicaux de gauche, MRC, ...))	M. PROENÇA Christophe (« dissident PS »)	M. SALAUZE Stanislas	M. FORESTIE Alexis (« gauche modéré »)
M. BARBIER DAMIETTE Frédéric (« liste citoyenne »)			
M. GROSSEMY Thierry (NUPES : FI ,PCF,PS, Génération S, EELV			
M: MILLARD Alain (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique)			
Mme VIAU Marie-Michèle (LO)			

Dans la 1ere circonscription, le candidat dit de « centre sans étiquette » M Maury porte un projet dans la continuité des politiques libérales de Macron. Sous couvert d'empathie, le candidat aimerait bien répondre favorablement à nos revendications mais s'impose en donneur de leçon et en défenseur du capital, y compris dans les réponses "oui" à nos revendications, cette réponse reste nuancée à la mise en place par un consensus. Dans un pays, 6^e puissance mondiale, nos 16 revendications qui relève d'une nécessité à minima, ne peuvent plus souffrir de consensus qui reviendrait alors à entériner des régressions sociales et environnementales.

Dans la 1ere circonscription les 2 partis hégémoniques (LR et PS dissident) de la circonscription n'ont pas répondu, cela manifeste de peu d'intérêt et de leur dédain vis-à-vis des questions que porte le monde du travail. Ils concourent sur des questions très locales pour séduire l'électorat mais détournent le rôle majeur du député qui est celui de légiférer c'est à dire de faire les lois pour l'ensemble de notre pays. Ainsi le rôle central des législatives est relégué à une course à l'échalotte en voiture rétro. Le PS dissident affiche les positions libérales des gouvernements précédents.

Le candidat LR n'arbore d'ailleurs pas son étiquette qui a pris le bouillon au présidentielle avec la candidate Péresse. Il est à noter que le ministre de l'économie Le Maire du même parti (LR), vient d'octroyer des fonds au groupe Cahors pour racheter des entreprises en Normandie alors que la MAEC a subi un PSE et que son patron devait faire l'objet de sanction (pas de PGE...) pour son comportement ne respectant pas ses engagements devant les tribunaux de commerce lors de la reprise du groupe.

Même remarque dans la 2^e circonscription pour les candidats LREM et le « PS Dissident » qui n'ont pas répondu. La LREM qui a beaucoup communiqué également sur le soutien à l'emploi, aux services publics et qui dans les faits, nous montre dans quel état se trouvent nos services publics (santé, transport, services postaux, trésorerie, éducation...). LREM n'a jamais levé le petit doigt pour défendre notamment les postiers de Gramat en grève pour l'amélioration du Service Public, et qui a laissé faire un Plan de suppression d'emploi inique à Figeac Aero dans une situation conjoncturelle certes délicate mais qui aurait largement pu faire face comme la CGT le démontrer. Preuve en est aujourd'hui, l'activité repart à la hausse. Il va falloir recruter

après avoir foutu à la porte plus de 400 salariés compétents, des salariés compétents qui ont été dégouté, avec la dégradation des conditions de travail générée par cette casse aveugle. Bref, un gâchis social effroyable organisé en bande par la LREM, comme à la SAM à Viviez et dans bon nombre d'industrie de notre pays, mettant à mal notre savoir-faire et notre souveraineté économique.

Quant aux candidats du « PS dissident », soutenue par la présidente de Région, ils affichent des positions libérales dignes des gouvernements précédents, Hollande et consort. Rien à attendre des faiseurs de loi El Khomri organisant la casse du code du travail « socle protecteur » des salariés, ou des lois de décentralisation qui en fait en allant au bout aujourd'hui avec la loi 3DS vont finir par détruire nos services publics, le statut de la fonction publique et engendrer l'inégalité de traitement entre territoire, alors que nous en souffrons déjà trop.

Sur la 2^e circonscription, pour le candidat M Lucas, même lorsque la réponse est "oui", il apparaît souvent comme un "oui" de complaisance, car dans le projet porté par le candidat renvoie à des décisions extérieures (paritarisme = patronat) et jamais dans l'imposition de contrainte au patronat. Ce projet reste dans la continuité des politiques libérales, en bricolant à la marge des mesures sociales sans déranger les affaires du patronat.

Encore sur la 2^e circonscription, pour le candidat M Astoul, pourtant défenseur du service public postal notamment lors de la lutte des postiers sur Gramat, il y a peu de réponse favorable à nos revendications et lorsque le « oui » est présent il est souvent nuancé d'un consensus.

Toujours sur la 2^e circonscription, le candidat M Barbier Damiette n'a pas répondu au questionnaire que nous lui avons adressé et a souhaité nous renvoyer à sa profession de foi. Par ailleurs, il aurait souhaité un débat public avec l'ensemble des candidats, ce à quoi la CGT aurait été favorable dans la mesure d'avoir les moyens de l'organiser dans cette campagne éclair.

Les candidats de Lutte Ouvrière (1^{ere} et 2^{eme} circ.) n'ont pas répondu point à point aux revendications de la CGT et ont fait part de leur projet avec de nouveaux droits pour les salariés allant souvent même au-delà du revendicatif porté par la CGT.

Le POID avec une candidature sur la 2^e circonscription a répondu globalement favorable aux 16 revendications portées par la CGT.

Concernant la NUPES (France Insoumise, Parti Communiste Français, Partie Socialiste, Génération S, Europe Ecologie Les Verts) sur les 2 circonscriptions :

Les revendications des salariés en termes de salaires, de pensions, de Sécurité Sociale, de services publics et d'urgences sociale et climatique, telles qu'elles sont portées par la CGT depuis des années et particulièrement dans cette période, ont contribué à l'indispensable rassemblement des organisations politiques progressistes dans la NUPES. Si une grande partie des réponses sont favorables aux revendications CGT, toutes ne répondent pas complètement aux revendications portées par la CGT, mais cette démarche inédite est de nature à donner confiance aux salariés, actifs, privés d'emploi, retraités et à la jeunesse.

Dans un contexte où la droite (LR, LREM, centre) et l'extrême droite sont majoritaires dans le pays aux élections présidentielles, un bloc de députés progressistes, le plus important possible, à l'Assemblée Nationale doit permettre d'inverser la donne et traduire les conquêtes des salariés dans la loi. Avec une majorité de députés progressistes répondant

majoritairement aux revendications portées par le monde du travail, des avancées seront possibles, mais rien ne se fera sans une mobilisation forte du monde du travail.

Effectivement, pour la CGT, au-delà de ce scrutin le rapport de force du monde du travail doit grandir face au capital tout puissant. Un des premiers éléments du rapport de force est de renforcer la CGT dans les élections professionnelles et par la syndicalisation. La CGT appelle les travailleur.e.s à rester vigilants et mobilisés pour réagir contre tout projet de régression sociale. Elle décide d'analyser avec ses organisations la situation dès le lendemain de l'échéance électorale. D'ores et déjà, elle a décidé d'une journée nationale interprofessionnelle de grève et de manifestation en septembre qu'elle souhaite unitaire. Pour la CGT, il n'y aura pas de trêve estivale. Elle invite ses syndicats, ses syndiqués et tous les salariés, les retraités, les privés d'emploi, les étudiants à s'inscrire dans toutes les initiatives qui contribueront à construire une rentrée sociale offensive et un processus de lutte dynamique.

La CGT appelle les travailleurs les retraités les privé d'emploi les étudiants à se saisir de leur bulletin de vote pour faire front commun à la droite, l'extrême droite et la gauche libérale qui s'affiche notamment dans des dissidences, pour envoyer une large majorité de députés progressistes qui devront être une base d'appui pour transformer nos luttes présentes et à venir (salaires retraites, services public...) en véritable conquies sociaux et environnementaux comme cela c'est déjà produit dans des grandes périodes de notre histoire , notamment celle du Conseil National de la Resistance qui instaura nos retraites par répartition, notre assurance maladie, notre chômage.... et nos services publics.